

Lettre ouverte à Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République Française

Monsieur le Président,

En choisissant la Franche-Comté pour présenter vos vœux aux acteurs du monde économique, saviez-vous que cette terre est depuis des siècles un pays d'innovation, de solidarité et de résistance ?

C'est aussi l'une des régions les plus industrielles de France, qui possède une renommée européenne, voire mondiale dans les domaines de l'énergie, l'automobile, le matériel ferroviaire, la chimie, les produits de luxe et l'horlogerie, le jouet et la lunette, les micro-techniques et nano-technologies, le numérique, l'agro-alimentaire et le bois...

Une région qui, comme l'ensemble de la France, est durement frappée par la crise économique internationale, crise qui s'attaque au travail de ses habitants et à leur pouvoir d'achat.

Face à cette situation, nous n'attendons pas de discours, mais des actes

Fidèles à la tradition comtoise des coopératives, nos collectivités ont toujours fait le choix de travailler ensemble et de miser sur l'innovation technologique et sociale.

C'est pourquoi nous amplifions nos actions en direction des entreprises et nous renforçons nos dispositifs d'insertion, de formation professionnelle et de soutien social auprès des femmes et des hommes directement et violemment touchés par la crise.

La très forte implantation de l'industrie automobile dans le Nord Franche-Comté fragilise l'ensemble de notre territoire où les sous-traitants sont nombreux.

Les difficultés de ce secteur ont en effet été amplifiées par la crise économique. Il n'est pas un jour sans que des périodes de chômage partiel, des ruptures de CDD, des fins de missions d'intérim, voire des plans sociaux, ne soient annoncés.

Nous n'avons heureusement pas attendu la crise pour encourager la diversification du tissu industriel et l'évolution des filières, en particulier dans le cadre du pôle de compétitivité **Véhicule du futur**. Aujourd'hui, des projets de développement ne demandent qu'à se concrétiser. **Mais il est urgent que les procédures de soutien financier à l'innovation soient simplifiées.**

Nous résistons aussi à la crise dans chacune de nos collectivités en maintenant ou en accroissant nos investissements. Vous le savez, les collectivités locales réalisent 75 % de l'investissement public de notre pays. Elles n'hésitent pas à assumer leurs responsabilités y compris dans des compétences qui ne sont pas les leurs, **alors que l'État se désengage dans de nombreux domaines, tels que les investissements sur les routes, le soutien à l'Université de Franche-Comté ou l'accès à Internet en haut débit.**

Nous nous inquiétons

Vous avez fait le choix de centrer votre plan de relance sur l'investissement. Mais, nous, Francs-comtois, nous constatons que des projets essentiels pour l'avenir de notre région, dont un grand nombre sont prêts et bénéficient d'une Déclaration d'utilité publique (D.U.P.), ne s'y retrouvent pas.

Pourquoi ne pas avoir inscrit la deuxième tranche de la branche Est de la Ligne à Grande Vitesse Rhin-Rhône, la poursuite de la mise à deux fois deux voies de la RN19 entre Lure et Vesoul, l'achèvement du contournement de Besançon, capitale régionale, la poursuite des travaux de la RN57 dans le Haut-Doubs comme en Haute-Saône, ou encore la voie ferrée franco-suisse Belfort-Delle-Bienne ?

Cette absence de prise en considération d'investissements structurants et essentiels pour l'avenir de notre région nous inquiète fortement.

Nous voulons innover !

Face aux retombées sociales de la crise économique, nous devons, ensemble, construire de nouvelles protections pour les salariés et les demandeurs d'emplois.

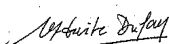
N'ayons pas peur de faire bouger les lignes ! **Lorsque les entreprises subissent des baisses d'activité, les salariés doivent avoir la possibilité de se former sans perdre leur contrat de travail**, dans le cadre de plans de formations élaborés au sein des entreprises. La Région est prête à participer au financement de ces plans dès lors que l'État ne considère plus le chômage partiel comme le seul recours à la baisse d'activité dans les entreprises.

Cette proposition n'est qu'un exemple. Nous sommes prêts à vous en formuler d'autres, **dans le cadre d'un contrat de confiance rénové entre les collectivités locales et l'État. Il n'est pas trop tard pour décider et agir ensemble !**

Monsieur le Président, nous avons deux traditions séculaires, en Franche-Comté : résister et innover. C'est ainsi que nous nous battons face aux épreuves. C'est comme cela que nous surmonterons les difficultés.

Bienvenue en terre comtoise, Monsieur le Président.

Marie-Guite Dufay
Présidente du Conseil régional de Franche-Comté



Claude Jeannerot
Sénateur - Président du Conseil général du Doubs



Yves Krattinger
Sénateur - Président du Conseil général de Haute-Saône



Yves Ackermann
Président du Conseil général du Territoire de Belfort



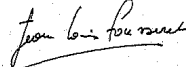
Étienne Butzbach
Maire de Belfort - Président de la Communauté d'Agglomération Belfortaine



Claude Chalon
Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dole



Jean-Louis Fousseret
Maire de Besançon - Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon



Pierre Moscovici
Ancien Ministre - Député
Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard

